

Un 100^e numéro, ça ne s'oublie pas ! (page 5)

Stage en terre africaine : le Mali (page 6)

Une jeune artiste et le Tremplin 16-30 (page 8)

Association des locataires de Sherbrooke

Le logement social : un enjeu de la campagne électorale

PAR NORMAND COUTURE ET SUZANNE THÉRIAULT • Association des locataires de Sherbrooke

L'Association des locataires de Sherbrooke (ALS) veut que la crise du logement représente un enjeu majeur de la campagne électorale fédérale.

Elle réclame donc que tous les partis, en particulier le Parti libéral de Paul Martin qui risque de former le prochain gouvernement, prennent des engagements écrits et chiffrés en matière de logement social. Elle se fait quant à elle l'écho du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), le regroupement québécois dont elle est membre, pour revendiquer que les

Canada. Le retrait fédéral est, entre autres, directement responsable de la fin de la construction de nouveaux HLM, aucun logement de ce type n'ayant vu le jour au cours des dix dernières années.

L'Association des locataires de Sherbrooke admet que le gouvernement libéral a, depuis 2002, annoncé des investissements totaux d'un milliard \$ en six ans, dont 237 millions \$ au Québec, dans un nouveau programme dit de logement abordable. Elle rappelle toutefois que, sur les 9070 logements qui devraient être financés au Québec en vertu de ce programme, 3565 seront des logements privés pouvant se louer jusqu'à 800 \$ par mois pour un 4 ½ ... Quant aux 5505 autres, il s'agit de logements à propriété sociale, mais dont le loyer est plus élevé que dans les logements sociaux traditionnels, ce qui en diminue l'accès aux ménages à plus faible revenu ou les oblige à y consacrer jusqu'à 40 % et même 50 % de leur revenu en loyer.

Le 23 février dernier, Paul Martin avait affirmé aux porte-parole du FRAPRU que la plate-forme électorale du Parti libéral proposerait un plan d'investissements de plusieurs années directement en logement social, avec des sommes d'argent qui iraient en augmentant au fil des ans. Martin a répété cet engagement devant la presse, immédiatement après la rencontre. Il en a à nouveau fait part quelques



Caricature : Pierre Berger

Le financement du logement social est parti au large avec les abris fiscaux de Paul Martin !

semaines plus tard à Sherbrooke. L'Association des locataires affirme toutefois n'avoir aucune certitude que le Parti libéral donnera réellement suite à ces paroles.

L'Association des locataires réclame donc qu'un tel engagement fasse partie intégrante de la plate-forme de ce parti. Elle le met aussi en garde contre la tentation de noyer le logement social dans le financement des infrastructures municipales, ce qui mettrait l'habitation en compétition avec d'autres besoins essen-

tiels des villes comme la qualité de l'eau, les routes et le transport urbain.

L'association met Paul Martin en garde contre la tentation de noyer le logement social dans le financement des infrastructures municipales.

L'Association des locataires signale que seul le Bloc québécois a jusqu'ici fait connaître ses engagements en

matière de logement social. Même si elle est consciente que ce parti est incapable de prendre le pouvoir, elle se dit satisfaite de son engagement d'y consacrer 4,5 milliards \$ additionnels en trois ans, dont 2 milliards \$ en 2006-2007. L'Association des locataires demande aux autres partis de faire de même, en étant confiante que ce sera le cas du Nouveau Parti démocratique, mais en disant craindre dans le cas des libéraux de Paul Martin et des conservateurs de Stephen Harper.

Campement québécois de la jeunesse

Bienvenue aux jeunes, aux vieux, aux vieux-jeunes et aux jeunes vieux !

Un espace solidaire et autogéré pour la convergence des engagements citoyens.

Du 13 au 23 août 2004 - Durham Sud, Centre du Québec

Pour en savoir plus

Visitez notre site Internet : www.campementjeunesse.org

Envoyez-nous vos questions : info@quebec.reseauxresistanceglobale.org

Visitez le site du 4^e Campement Intercontinental de la Jeunesse : <http://wsfindia.org/youthforum/>

partis s'engagent à investir 2 milliards \$ supplémentaires par année directement dans le financement de nouveaux logements gérés par des organismes sans but lucratif.

Selon l'Association des locataires, les gouvernements conservateur et libéral qui se sont succédé à Ottawa sont largement responsables de la situation actuelle du logement. De 1990 à 1993, le gouvernement conservateur a sabré dans le financement de nouveaux logements sociaux, alors que le gouvernement libéral y a mis complètement fin à partir du 1^{er} janvier 1994. L'Association des locataires affirme qu'au total ces compressions budgétaires ont privé le Québec de 50 000 logements sociaux, dont 43 000 depuis l'arrivée au pouvoir du Parti libéral du

ÉDITORIAL

Élections fédérales

Pour que mon vote compte !!!

Nous revoilà plongés dans une campagne électorale fédérale, pour le meilleur et pour le pire... En premier lieu, nous souhaitons vivement que vous exerciez votre droit de vote puisque celui-ci a été gagné de haute lutte. Nous avons la fâcheuse tendance à perdre de vue cet aspect important de l'histoire de l'humanité ou encore à banaliser ce geste individuel qui aboutit à choisir collectivement, du moins pour quelques années, quel parti dirigera le pays.

Un des éléments à retenir est, sans aucun doute, que notre vote compte autant que le vote du milliardaire. Bien sûr, n'étant pas naïf à ce point, nous sommes conscient-e-s que ce dernier a plus de pouvoir réel sur la classe dirigeante politique que nous (contribution à la caisse électorale, agence de lobbying, rencontres « privées » avec les ministres, etc.). Cependant, nous avons la force du nombre, et ce, tant dans les urnes que « dans la rue ». Mais voilà, en sommes-nous vraiment conscient-e-s ? Et si votre vote et votre participation citoyenne faisaient la différence ?

Des questions à poser, des réponses à obtenir...

Sans prendre une position d'appui à un parti, la présente campagne nous permet tout de même de questionner les candidats et candidates sur certaines questions sociales qui nous « habitent » tout au long de l'année. En voici trois...

Premièrement, la question de la pauvreté ne semble pas être un sujet traité dans la présente campagne. Pourtant, quand l'on sait qu'environ 20 % des enfants de ce pays vivent sous le seuil de pauvreté, on peut se poser de sérieuses questions sur le manque d'intérêts des candidats et candidates par rapport à cette question. Donc, quelles sont les mesures concrètes mises de l'avant par les différents partis politiques sur cette question ?

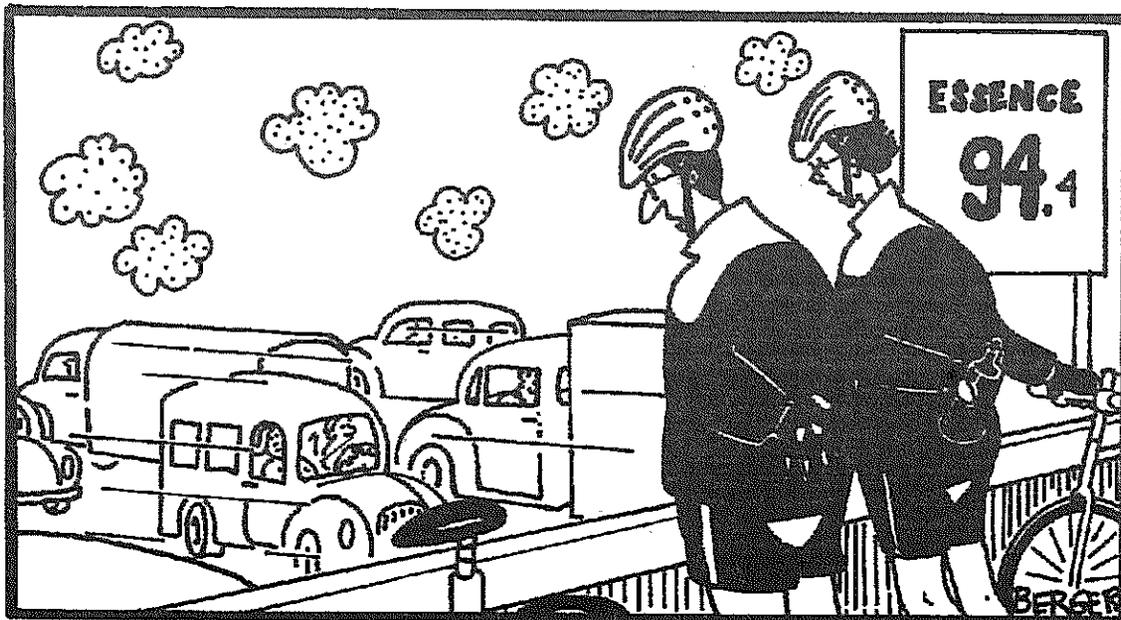
Deuxièmement, nous savons tous et toutes que le détournement (pour ne pas dire le vol) des surplus de la caisse d'assurance-chômage (plus de 44 MILLIARDS) a servi en grande partie à faciliter l'atteinte du déficit zéro. Ce surplus a été rendu possible grâce aux coupures faites sur le dos même des chômeurs et chômeuses ! Prenant pour acquis que ces surplus appartiennent aux personnes se retrouvant en chômage, quelles solutions concrètes sont avancées par les partis pour corriger la situation ?

Troisièmement, la question du financement gouvernemental des organismes communautaires comme *Entrée Libre*. Comme vous le savez sans doute, l'ensemble des organismes communautaires demeure largement sous-financé. Dans ce contexte, quelles mesures les partis politiques fédéraux prévoient-ils pour améliorer la situation de ces organismes en général ? Concernant les médias communautaires en particulier, quelles sont les mesures mises de l'avant par ces partis pour les soutenir davantage (ex. : % de publicité gouvernementale réservé à ceux-ci, % des profits des médias privés et des compagnies de câblage versés dans un fonds pour les médias communautaires, etc.) ?

Pour une démocratie à l'année...

Une fois les élections passées, plusieurs d'entre vous retourneront à leurs occupations quotidiennes, ce qui est tout à fait légitime. Cependant, nous vous invitons à « faire de la politique » tout au long de l'année. Ceci peut se concrétiser de différentes façons dont la première est de suivre l'actualité. Par la suite, vous pouvez téléphoner à votre député pour lui partager votre point de vue sur telle ou telle question qui vous tient à cœur. Vous pouvez aussi vous mobiliser avec d'autres pour faire changer les choses. Les exemples de mobilisations sur la guerre et contre le projet du Suroît démontrent que nous pouvons faire une différence.

PAR L'ÉQUIPE DE RÉDACTION



Caricature : Pierre Berger

Le vélo, une alternative écologique au smog urbain... et au coût de l'essence !

Y'en aura plus de nouvelle ! Bonne nouvelle ?

PAR ANNIE FOREST • CRÉMI

Malgré les récents résultats encourageants des sondages BBM annonçant une hausse des cotes d'écoute de 28 % par rapport à 2003, la direction de TQS à Montréal a décidé de supprimer les bulletins d'information régionaux du midi en Estrie et en Mauricie, et ce, dès l'automne 2004.

Dorénavant, la fenêtre du « sept minutes régional » et la tribune téléphonique destinée aux gens locaux seront abolies en faveur du bulletin national. Ainsi, il semblerait que « l'émission ne fasse plus partie des options », comme le souligne l'animateur de ce bulletin du midi, monsieur Jean-François Benoit, de TQS-Estrie. Bien triste nouvelle pour nos nouvelles régionales...

En Estrie, le secrétaire-trésorier de la Fédération Professionnelle des Journalistes du Québec (FPJQ), Steve Bergeron, invite la population à se rassembler pour dénoncer l'atteinte à la liberté d'expression qu'entraînera la clôture de

l'édition du *Grand journal du midi*. M. Bergeron souhaite provoquer le même « brassage » que lors de la menace de suppression du bulletin régional du midi

Les téléspectateurs et téléspectatrices peuvent exercer une grande influence sur les prises de décision de TQS.

de la station CKSH, à l'automne 2000 et qui a survécu, heureusement. Toujours selon Steeve Bergeron, les téléspectateurs et téléspectatrices peuvent exercer une grande influence sur les prises de décisions de la

direction de TQS. Voilà pourquoi il vaudrait la peine de manifester ouvertement son mécontentement. Déjà, le mouvement de mobilisation prend de l'ampleur. Le député bloquiste Serge Cardin, la Centrale des syndicats démocratiques (CSD) de même que l'Association des policiers et policières de Sherbrooke (APPS) se sont joints à la FPJQ. On sent que la bataille ne fait que commencer pour la population d'ici, qui ne digère pas qu'on lui interdise l'accès à ce lieu de débats publics sur les enjeux régionaux tel que représente actuellement l'édition du *Grand Journal du midi* à TQS-Estrie.

Source : *La Tribune*, mai 2004

**ENTRÉE
LIBRE**

187, rue Laurier, local 317
Sherbrooke (Québec)
J1H 4Z4

Tél. : (819) 821-2270
entree@aide-internet.org

Tirage : 9000

Équipe de rédaction

Yanick Bilodeau
Francis Carrier
Louise Daigle
Claude Dostie Jr
Annie Forest
Carole Gascon
Normand Gilbert
Mirza Hasanafandic
Benoît Pilote
Karine Therrien

Mise en page
Louise Daigle

Correction

Annie Forest

Caricature

Pierre Berger

Collaboration

Normand Couture
Micheline Plante
Denis Poudrier
Suzanne Thériault

Éditeur : La Voix Ferrée

Impression : The Record

Graphisme de la nouvelle maquette :
Graphi Illustration

Distribution : Publi-Sac Estrie

Poste publication : Enrg. 7082

Dépôt légal 2^{ème} trimestre 2004
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada

Territoire de distribution gratuite
délimité par les rues Queen au nord,
Saint-Joseph au sud, Le Phare à
l'ouest et par la rivière St-François.

AMECQ Association des médias écrits communautaires du Québec

Distribution Assa/merisée AVODA

Gouvernement du Québec
Ministère de la Culture
et des Communications

RPM
Placement
Associés de
Marketing

Hmm ! Un voyage pas cher ?

PAR FRANCIS CARRIER

L'été arrive bientôt (j'espère !) et je me demande si j'irai en voyage. Où et comment je me dis ? Ce qui est certain, c'est que plus j'économiserai sur les coûts de mon voyage, plus je pourrai en réserver pour la destination.

Tout d'abord, comment vais-je me déplacer ? Si j'étais un cycliste, je pourrais profiter du bon temps que l'été m'offrirait et des paysages que l'on peut observer à partir des pistes cyclables qui, à ce que j'ai pu voir, sont toujours plus nombreuses et mieux entretenues chaque année.

En mode transport

Mais, si mon voyage était plus long, le covoiturage serait une bonne idée pour réduire mes dépenses, car un ou des compagnons de voyage me permettraient de séparer les coûts de déplacement. Ce, que ce soit des ami-e-s ou bien encore, une autre famille de ma connaissance pour les voyages familiaux. Toutefois,

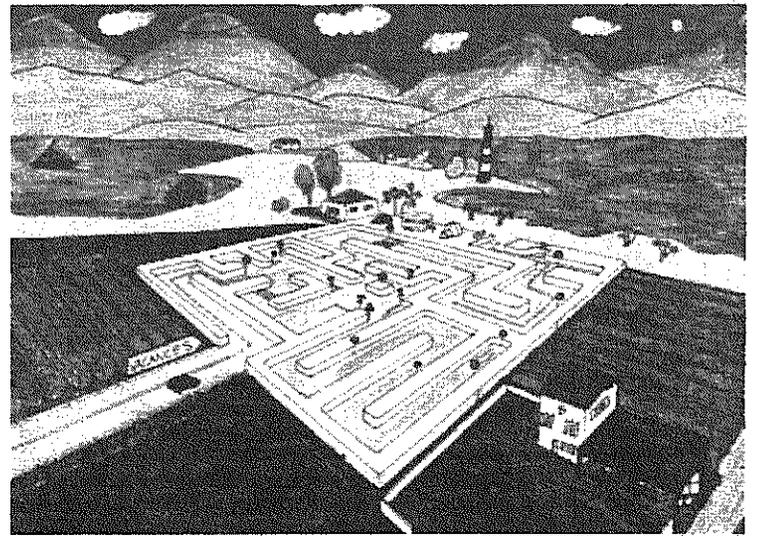
admettant que je parte pour un voyage plus personnel ou que mes ami-e-s ne pourraient venir avec moi, il y a tout de même l'organisme de covoiturage *Allo Stop*. Si j'avais une automobile, je pourrais même y économiser en prenant des passagers. À ce que je me rappelle, le coût d'adhésion pour en devenir membre pour un an est celui d'une location à un club vidéo. Si je voulais louer une automobile, l'endroit le plus économique serait l'organisme à but non lucratif, *Communauto*, que l'on retrouve maintenant à Sherbrooke.

Pour un voyage plus lointain, il y a les billets *stand-buy*. C'est le principe d'acheter les billets d'avions des sièges qui

ne se sont pas vendus. Je n'aurais donc qu'à contacter une agence de voyages *stand-buy*, comme celle sur la Wellington Sud à Sherbrooke. Toutefois, je devrais faire preuve de patience car parfois l'attente d'un siège disponible peut être plus longue que prévue.

En mode hébergement

Mis à part le mode de déplacement que j'adopterai pour mon voyage, il y a bien la question de l'hébergement qui me préoccupe. Je pourrais aller sur les sites de camping. Il y en a tellement partout maintenant que je pourrais facilement parcourir les campings de plusieurs États et provinces. Cependant, autant



Ah! Les vacances !

que possible, je devrais réserver à l'avance afin de ne pas être pris de cours. Les *Auberges de Jeunesse* m'offrent aussi une belle alternative. Finalement, une autre solution d'hébergement, trop souvent négligée, est celle des chambres de campus des collèges et des universités. Ces chambres se retrouvent inhabitées durant la période estivale et il demeure possible d'en faire la location pour quelques dollars.

Pour ce qui est de la destination, je pourrais bien contacter des agences de voyages et de tourisme. Peut-être pourront-elles me donner d'autres idées pour réduire les coûts de mon voyage ? Enfin, ce qui est important pour faire des économies, c'est que j'y mette le temps pour bien planifier mon voyage et mon itinéraire, et pour le transport et l'hébergement. Bon, c'est décidé, je pars ! Bon voyage !



Photo : Annie Forest

UdeS : Transport en commun tout free!

PAR LOUISE DAIGLE

Début avril, le recteur de l'Université de Sherbrooke (UdeS), Bruno-Marie Béchar, et le président de la Société de transport de Sherbrooke (STS), Jean-François Rouleau, étaient tout sourire en annonçant qu'ils venaient de conclure une entente afin de permettre aux étudiantes et étudiants de l'UdeS d'avoir un accès gratuit au transport en commun dès septembre 2004.

Précisons qu'à Sherbrooke, près de 6,5 millions de gens montent à bord des autobus de la STS annuellement, dont 14 % proviennent du personnel étudiant universitaire. On a beau se réjouir du fait que

cette entente soit une première au Québec, il n'en demeure pas moins que le recteur devra besogner fort pour répondre à une facture annuelle de 865 millions pendant cinq ans. Pour l'Uni-

versité, le risque est grand. De son côté, M. Rouleau reconnaît que cette entente survient à temps puisqu'elle permettra de combler une baisse prévisible des 15-24 ans d'ici quelques années.

D'entrée de jeu, le recteur mise sur le facteur environnemental par une diminution du parc automobile sur le campus pour l'octroi de subventions gouvernementales, qui comme chacun le sait, sont défrayées par les contribuables. Fort de cette entente, il aimerait augmenter le recrutement du personnel étudiant et faciliter son intégration à la ville de Sherbrooke puisque 80 % de celui-ci provient de l'extérieur. De plus, le recteur veut regarder du côté des commanditaires. Nul doute que le privé pourra tirer profit de ce « partenariat » puisque l'on peut avancer sans se tromper que nombreux seront ceux et celles qui descendront la colline universitaire pour se rendre gratuitement sur les artères commerciales de la Ville. Un 48 \$ à ne plus mettre sur l'achat mensuel d'une carte pourrait être récupéré par les commerçants locaux.

Mais si ces deux avenues s'avéraient insuffisantes, on songe à une participation étudiante. Vaguement, le recteur a parlé d'un référendum à l'automne, si nécessaire. On parle d'une contribution variant entre 9 \$ et 25 \$ par session. Si la réponse est négative, y a-t-il un risque pour que le résultat se transforme en service avec des frais imposés par l'Université à sa colonie étudiante ?

Séguin ... et les autres !

On imagine la population étudiante sur ses gardes ! D'une part, les recteurs du Québec ont un manque de 375 millions annuels pour financer leurs universités et d'autre part, les étudiant-e-s viennent de recevoir une douche froide sur la tête avec le dernier budget Séguin qui sabre 63,1 millions dans l'aide financière. Le logement, la bouffe, les frais de scolarité... Endettez-vous qu'ils disent et vous payerez plus tard ! À cela, il faudra peut-être ajouter à nouveau, dès janvier 2005, des frais pour le transport en commun.

Pour l'instant, on peut se réjouir d'une augmentation substantielle de l'achalandage pour la STS et d'une heureuse initiative de l'Université. L'entente devra être respectée et si l'UdeS n'y arrive pas, il est fort à parier qu'elle se rabattra sur sa masse étudiante. Par contre, depuis l'annonce de cette entente, le recteur a changé de voix ... (et de voie) et quitté le navire. Suite aux élections fédérales, verrons-nous le maintien de deux gouvernements néolibéraux à Québec et Orrawa ? Là aussi, c'est un risque à prendre. Alors, on monte à bord ou pas ?

Source : *La Tribune*, 8 avril 04, *Le Collectif*, 19 avril 04, Vol. xxvii, N° 16

MÉDIA

Cheese ! À la mémoire des défunts guerriers !

Depuis la guerre du Vietnam (1964-1973), plusieurs gouvernements ont imposé la loi de l'« autocensure médiatique ». Aux États-Unis, depuis la diffusion d'images de cercueils au retour de la guerre du Golfe en 1990, Bush père implanta une loi interdisant aux photographes de se présenter sur les lieux de combat. Appuyée par la Maison-Blanche et le Pentagone, cette règle fut contournée sous la présidence de Bill Clinton, puis adoptée à nouveau par Bush fils lors des bombardements en Afghanistan en novembre 2001 et lors de l'attaque contre l'Irak en mars 2003. Actuellement, une tendance à la « guerre réaliste » semble vouloir s'imposer à travers les médias états-uniens et les sites web ne sont pas en reste.

Une image vaut mille mots, dit-on ...

En avril dernier, la photo de vingt cercueils de soldats états-uniens victimes de la guerre en Irak fut le prélude à un flot d'images de plus en plus insoutenables. Publiée à la une du *Seattle Times*, le 18 avril dernier, un important quotidien de l'État de Washington, l'image souleva une vive polémique aux États-Unis. D'abord, la photographe Tami Silicio et son mari, tous les deux employés de l'entreprise Maytag située au Koweït, furent congédiés à la demande du Pentagone. Ce dernier clama la violation de la règle imposée par la Maison-Blanche visant le respect du deuil des familles par la non-publication de telles images. D'un autre côté, le *Seattle Times* demeure convaincu d'avoir pris la bonne décision et son directeur photo, Cole Porter, voit dans l'image de Mme Silicio, une envie de communiquer aux lecteurs une histoire forte. M. Porter soutient que la reconnaissance de la dignité avec laquelle les soldats sont traités au retour de la guerre ne peut être assimilée que par une image choc et évocatoire. D'ailleurs, près de 80 % de son lectorat l'appuie.

Et des photos qui « parlent »

Selon Robert Thompson, professeur en communication à l'Université de Syracuse, la tendance à la « guerre réaliste » s'expliquerait par une prise de conscience de la réalité à laquelle on doit faire face. Réalité morbide, il va sans dire. Selon lui, ce n'est pas la diffusion d'une seule image, aussi horrible soit-elle, qui fera la différence au niveau de l'opinion publique, mais plutôt le flux de ces images. Combien faudra-t-il de photos de prisonniers torturés, de civils assassinés avant que l'on dise : c'est assez ! Jusqu'où peuvent se rendre les médias dans leur couverture ? Dans toute guerre, il y a des morts, des blessés et des civils qui souffrent. Aucune censure de l'image, par un pays aussi puissant soit-il, n'effacera cette réalité. Malheureusement, encore aujourd'hui, certains hauts dirigeants politiques et militaires essaient, par le contrôle de l'image, de se gagner la faveur populaire à leurs agressions armées un peu partout dans le monde. Mais contrôler l'image, c'est aussi mentir à la population. Lorsque ceux-ci perdent le contrôle de leur propre censure, leur crédibilité en prend un coup ! Devant un public soudain rassasié d'images morbides, l'indifférence et le risque d'assister à une déshumanisation tant des acteurs que des spectateurs ne sont pas loin. C'est un bien triste résultat ...

PAR ANNIE FOREST • CRÉMI

Source : *La Presse*, avril 2004



Collectif Régional d'Éducation
sur les Médias d'Information

Visitez notre site web
www.aide-internet.org

Pour information : 346-0101

Pour les piétons et piétonnes

En plus du virage à droite

PAR CAROLE GASCON

La signalisation aux feux de circulation est-elle sécuritaire pour les piétons et piétonnes, ici et ailleurs ? Cette question découle du fait qu'à différents coins de rue, la signalisation change de règles pouvant ainsi semer la confusion.

Ces changements de systèmes de signalisation nous obligent à nous adapter constamment. L'adaptation ne semble pas si évidente car même un policier, qui s'est fait demander sur quel bouton d'appel on devait appuyer pour traverser dans la direction voulue, s'est avéré incapable d'y répondre. Cette irrégularité ajoute au stress dû à la vulnérabilité d'une partie des piétons-ne-s qui risquent leur vie face à ces véhicules métalliques. De plus, l'illogisme remarqué à quelques intersections est flagrant lorsque les personnes doivent traverser la rue pour aller appuyer sur le bouton d'appel. Il faut donc souvent traverser le même coin de rue pour se retrouver du côté où l'on était et continuer vers sa destination. Cela entraîne un risque grandissant, sans compter l'attente à n'importe quelle température. On observe ce phénomène à Sherbrooke, aux coins King/Alexandre et Belvédère/Rand.

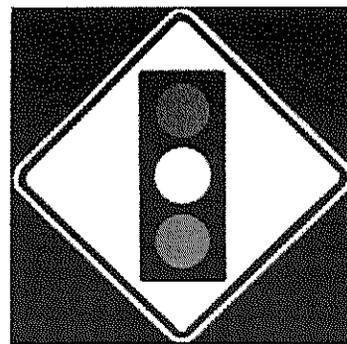
Rouge ou vert ...

Le fameux « virage à droite » autorisé à différents feux rouges ajoute un élément à identifier (Y a-t-il une indication et où ?) tout comme on se demande ce qui se produira après avoir appuyé sur le bouton d'appel : un simple feu vert ou le « petit bonhomme » ou encore après un long moment, « ça ne fonctionne pas ». Pour rester fidèle à l'irrégularité, ces autorisations ne concernent pas tous les feux de circulation, ne sont pas indiquées de la même façon et les horaires varient. On peut rater son droit de passage pendant qu'on cherche, surtout si la forme physique, entre autres, n'y

est pas. Cela peut ressembler à un jeu vidéo, avec la différence qu'on peut y perdre gravement.

À pied ou en auto ...

Le « virage à droite » amène un autre facteur favorisant l'erreur humaine, compte tenu de l'attitude très souvent irrespectueuse d'un grand nombre d'automobilistes. Il y a également des intersections où les conditions sont clairement à améliorer. Avez-vous



déjà traversé à pied le coin Galt-Belvédère, en partant du côté nord-est ? Le bouton d'appel est situé au milieu de la chaussée, sur un terre-plein que l'on peut atteindre en traversant un virage à droite intermittent. Avez-vous remarqué que, trop souvent, les automobilistes sont très pressés et bien plus que les piétons et piétonnes, même en temps de pluie, de grêle, de grand froid et de rafales ? De même le droit à l'erreur de la part des piétons-ne-s sans faire perdre le respect (la patience) des automobilistes devrait faire l'objet d'une campagne de sensibilisation.

Si dans le quotidien, nous acceptons de vivre en péril ou de risquer la vie ou la santé de notre prochain, il est facile de comprendre l'indifférence dans les gestes face aux guerres

qui sévissent ailleurs et à l'abus de pouvoir répandu à la grandeur de la planète. S'il est bien de maîtriser sa peur, est-il sensé de ne pas dénoncer une telle situation quotidienne pour les piétons-ne-s plus vulnérables ? Je ne parle pas de prendre des risques en ski ou en parachute. Je considère que ce besoin de circuler en sécurité maximale est un besoin vital comme ceux de la nourriture, du logement, du vêtement et autres.

Je vois également que ce virage à droite sur feu rouge reflète parfaitement le virage à droite amorcé par le gouvernement précédent et poussé plus loin par le dernier élu. Serait-ce une publicité subliminale ? Le « rouge » permettrait au plus ou moins nanti-e-s de bénéficier de plus de privilèges. Il favorise davantage l'abus de pouvoir et l'oppression subis par les plus vulnérables (personnes non-protégées par le métal de l'industrie de l'automobile). Il y a bien sûr la rentabilité financière probable découlant d'amendes relatives à un grand nombre de transgressions de la loi déjà enregistrées. Aussi, qui sera de la partie pour s'assurer que des changements adéquats soient adoptés ?

La réalité des locataires est loin d'être rose à Sherbrooke

Lors du recensement de 2001, avant même que la crise actuelle du logement n'atteigne la région métropolitaine de Sherbrooke, représentée à l'Assemblée nationale par le premier ministre, Jean Charest, 5845 ménages locataires y consacraient déjà plus de la moitié de leur revenu au loyer, dont 2855 qui y englobaient plus de 80 % en coût de logement. Il s'agissait, dans ce dernier cas, de 9 % des locataires, ce pourcentage atteignant 45 % chez les locataires gagnant moins de 10 000 \$ par année.

Source : Association des locataires

LA TABLE RONDE DES
O.V.E.P.
DE L'ESTRIE

187, rue Laurier, local 314
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Téléphone : (819) 566-2727

Télécopieur : (819) 566-2664

Courriel : trovepe@aide-internet.org

LE MOUVEMENT POPULAIRE

- Des ressources à découvrir
- Des alternatives à offrir
- Une force en devenir

Anniversaire du journal Entrée Libre :

100^{ème} numéro

ENTRÉE LIBRE

Le journal au fil des ans

Pour être informé « autrement »

PAR LOUISE DAIGLE

C'est avec un brin de fierté mêlé de nostalgie pour quelques-uns d'entre nous, que nous vous présentons, aujourd'hui, ce 100^e numéro d'*Entrée Libre* sous une nouvelle mise en page et un tout nouveau logo. Mais que de chemin parcouru depuis la parution de son premier numéro le 15 janvier 1986 !

En effet, c'est en février 1985 que l'idée d'un média écrit communautaire en milieu populaire a germé dans la tête

de quelques personnes, si bien que dès janvier 1986, le premier numéro officiel est publié. Le journal fait son entrée sur la scène sherbrookoise dans le quartier Centre-Sud-Ouest où il est distribué gratuitement. Motivée par l'importance d'un outil d'information populaire, sa première équipe s'entend sur les objectifs et moyens à adopter pour en faire un tel outil.



de quelques personnes, si bien que dès janvier 1986, le premier numéro officiel est publié. Le journal fait son entrée sur la scène sherbrookoise dans le quartier Centre-Sud-Ouest où il est distribué gratuitement. Motivée par l'importance d'un outil d'information populaire, sa première équipe s'entend sur les objectifs et moyens à adopter pour en faire un tel outil.

Objectifs et moyens

Cette jeune équipe veut offrir aux citoyens et citoyennes du quartier un moyen d'expres-

sion et de promotion pour leur participation auprès des organismes communautaires et populaires. De plus, l'équipe désire que le contenu oriente leur réflexion de manière à la rendre critique face à leur réalité quotidienne au point de vue social, politique, économique et culturel.

s'accompagne d'un espace publicitaire limité s'appuyant sur un code d'éthique minimal qui ne tolère aucune image ou propos sexistes, racistes, militaristes ou anti-démocratiques. Au contraire, le journal privilégie une publicité informative et éducative tout en étant conforme avec les normes ou lois présentement en vigueur.

Au fil des ans

Au fil des ans, le journal a maintenu une constance sur les dossiers traitant du développement économique et social du centre-ville; des transformations urbaines du quartier et de l'apport des organismes de défense de droits

Ses chroniques régulières sur les médias, l'aide juridique et l'assurance-chômage ont su témoigner de leur influence sur la vie courante des gens.

auprès des plus démunis. D'hier à aujourd'hui, ses chroniques régulières sur les médias, l'aide juridique et



Caricature de Pierre Berger pour l'affiche de la soirée bénéfique qui s'est déroulée au Bistro Les Beaux-Dimanches le 15 mai 2002, avec la participation, entre autres, du groupe Troud'Homme, Petronella van Dick ainsi que le groupe d'impro L'Abordage.

l'assurance-chômage ont su témoigner de leur influence sur la vie courante des gens. Des dossiers plus pointus ont également retenu l'attention des lecteurs et lectrices, entre autres, la situation des travailleurs et travailleuses dans le domaine du textile; le dossier sur la légalisation des drogues douces et enfin, le dossier annuel sur la solidarité internationale grâce à une longue collaboration avec le Carrefour de Solidarité Internationale.

Aujourd'hui, le journal tire à 9000 exemplaires et déborde

les limites du quartier où on le retrouve à la bibliothèque municipale Éva-Senécal, à l'Université de Sherbrooke, au Collège de Sherbrooke ainsi que dans plusieurs cafés répartis sur le territoire de la Ville. Avec ce centième numéro, le journal est fier de souligner l'apport de plus ou moins 1000 collaborateurs et collaboratrices bénévoles, qui sans leur fidèle militantisme, n'aurait pas permis sa poursuite. Un journal communautaire oui, mais aussi une entrée libre à la vie démocratique pour être informé « autrement ».

*Monsieur le maire Jean Perrault
et les membres du conseil municipal de Sherbrooke
félicitent le journal communautaire Entrée Libre
à l'occasion de la publication de son 100^e numéro.*

*Longue vie à Entrée Libre et félicitations également
aux nombreux collaborateurs bénévoles.*

Ville de
Sherbrooke

CHÔMAGE

Élections fédérales 2004

Campagne électorale des Sans-Chemise

C'est parti ! Dès l'annonce le 31 mai dernier de son implication dans une grande campagne contre le vol de la caisse de l'assurance-chômage perpétré par le gouvernement fédéral, la Coalition des Sans-Chemise s'est jetée dans la mêlée. Formée du Mouvement Autonome et Solidaire des Sans-Emploi (MASSE), des grandes centrales syndicales (CSN, FTQ, CSQ) et du Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ), la Coalition va réclamer tout au long de cette campagne électorale un régime plus équitable et en fera un enjeu majeur des élections fédérales.

« Qui a volé l'argent des chômeurs ? »

La Coalition Québécoise des Sans-Chemise rassemble une douzaine de comités régionaux, de la Côte-Nord à la Gaspésie jusqu'à l'Abitibi-Témiscamingue en passant par l'Estrie, le Centre du Québec et Montréal. Ces comités, qui réunissent plusieurs partenaires syndicaux, sociaux et communautaires, ont décidé d'intervenir très activement pendant la présente campagne électorale en menant une campagne publicitaire appuyée par des milliers de pancartes et de panneaux qui teinteront de rouge et de noir l'ensemble de la province en posant carrément la question : « Qui a volé l'argent des chômeurs ? »

Pour la seule circonscription fédérale de Sherbrooke, le manque à gagner est estimé à plus de 43 millions de dollars par année pour la période 1993-2001. De plus, la Vérificatrice générale du Canada, Mme Sheila Fraser, évaluait, en date du 31 mars 2003, à quelque 44 milliards de dollars les surplus détournés par le gouvernement fédéral du compte de l'assurance-chômage. Disons-le clairement : c'est un détournement direct des cotisations versées par les employés et les employeurs pour renflouer la santé et l'éducation, et ce, selon l'aveu même de l'ancien ministre des Finances, Paul Martin. Y a de quoi tomber malade !

Bonbons électoraux...

Campagne électorale oblige, Ottawa a annoncé le 11 mai dernier, l'ajout de 250 millions sur deux ans pour aider les travailleurs saisonniers. C'est oublier que, depuis les restrictions apportées au régime en 1996, c'est un minimum de sept milliards de dollars par année que les sans-emploi ont perdus en prestations au Canada, dont plus de deux milliards annuellement au Québec. Par ailleurs, les Sans-Chemise exigent toujours le retour des sommes flouées dans la caisse d'assurance-chômage.

Le comité estrien des Sans-Chemise a déjà rencontré les députés David Price, Denis Paradis, Serge Cardin ainsi que Bruno-Marie Bécharde. Depuis, il se questionne : « Ceux-ci nous ont entendu ! Maintenant, nous verrons s'ils nous ont bien compris... ». Une lettre d'engagement ferme pour faire en sorte que le régime d'assurance-chômage retrouve son caractère universel leur a été soumise. Le comité compte rendre publique la liste des signataires quelques jours avant le 28 juin. Enfin, des dites tables de travail formées par le candidat libéral, Bruno-Marie Bécharde, en concertation avec le mileu, le comité espère que la demande officielle des Sans-Chemise se retrouvera sur la bonne table...

PAR DENIS POUQUIER • MCCE

Le syndicat des prestataires de
l'assurance-chômage en Estrie

ACTIF DEPUIS 1980 (819) 566-5811

Mouvement des Chômeurs et Chômeuses de l'Estrie
187, rue Laurier, local 215, Sherbrooke QC J1H 4Z4

Membre du MASSE
Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi

Stage en terre africaine

La richesse malienne

PAR BENOÎT PILOTTE

L'hiver dernier, par le biais du Collège de Sherbrooke et du Carrefour de Solidarité Internationale (CSI), je m'envolais, avec sept compagnes, vers un autre monde, une autre planète... l'Afrique ! Étudiant en techniques de travail social, j'avais obtenu la chance, au printemps 2003, d'aller effectuer mon stage terminal au Mali. Cette opportunité est accordée annuellement, depuis bientôt quinze ans, à quelques étudiantes et étudiants désireux de se frotter à une toute autre réalité que la leur. Pour ma part, j'ai fait mon stage à la Clinique juridique Demoso, organisme ayant pour mission de promouvoir la démocratie et les droits de l'Homme.

Vivre en Afrique fut pour moi l'occasion de réaliser des expériences susceptibles d'influencer positivement mon cheminement. Bien plus qu'un simple séjour à l'étranger (et au-delà du stage), ce périple africain m'aura transporté sur de nombreux sentiers d'où une paire d'espadrilles n'aurait jamais accès ! Ici, je parle de la réflexion que l'on porte sur ses propres valeurs et celles que l'on croyait bien aveuglément être siennes, sur sa conception de ses rapports sociaux ainsi que ceux avec l'environnement... Le Mali dans sa pauvreté et dans ses différences avec le Québec, se révèle être une gifle portée à l'orgueil et l'indifférence envers les jeux de domination interplanétaire et le fait que nous ne sommes pas seuls, identiques, et choyés de la même façon. Et pourtant, nous nous valons tous ! Mon passage dans ce pays m'a fait réaliser à quel point l'humain est synonyme de richesse.

L'individu pauvre sera celui qui est seul et c'est pourquoi les Maliens se considèrent si riches.

Au Mali, cinquième pays au chapitre de la pauvreté, il est frappant de constater à quel point la richesse de biens est rare et compartimentée. Pourtant, ces deux mois auront été parmi mes plus beaux, car là-bas, nombreux sont les connaisseurs de la vraie richesse. Sur cette terre d'Afrique, les rapports sociaux et familiaux sont tout autre, en fait ils sont « tout ». L'individu pauvre sera celui qui est seul, et c'est pourquoi les Maliens se considèrent riches. La vie de communauté de partage et de fraternité est frappante et influe sur toutes les facettes de la vie courante. Prendre le temps. Le temps de parler, d'écouter, de rire, de connaître... de grandir. Ainsi bât le rythme



Photo : Benoît Pilotte

Ces enfants du Mali...

du Mali, sous le soleil et les discussions ! Il y a encore des endroits sur cette planète où l'humain prend le temps de goûter à la vie et c'est là-bas que je l'ai réalisé.

Avec une démographie d'environ 11 millions d'habitants, le Mali est l'un des plus grands pays d'Afrique, dont près de 15 % dans la capitale, Bamako. Il ne faut pas se leurrer car même dans un pays défavorisé comme le Mali, « l'étatsunisation » se fait sentir dans la capitale, venant ainsi heurter mon innocence utopiste. La commercialisation ainsi que l'accroissement rapide des communications et du transport sont en essor, tandis que le capitalisme placarde les rares avenues de publicités « rafraîchissantes ». Avec comme salaire quotidien moyen un dollar et quelque américain, et le litre de gasoil (type d'essence la moins chère au Mali et interdite dans la grande majorité des pays occidentaux car ne répondant pas aux normes gouvernementales) frôlant le dollar et demi, il en résulte une pollution inévitable... Malgré tout, les gens sont si gentils, chaleureux, accueillants, débordants d'envie d'en connaître sur le monde ! Certes, leur rythme est lent; certes, il leur faut travailler... mais aussi et surtout, discuter !

Parallèlement, ou à l'opposé, le Mali est le peuple de la brousse, des petits villages, inexorablement nombreux,

constitués de près de neuf millions d'individus. Cette réalité se dessine autrement, avec l'absence généralisée de tout luxe (eau courante, élec-

Avec un peu d'effort, nous pourrions grandir en bonne compagnie !

tricité, électroménagers, moyens de communication ou de transport modernes, outils...). Pour un rêveur comme moi, un tel coin de pays ne peut que s'apparenter au paradis ! La vie communautaire bât son plein et nous révèle de l'humain, ses origines et son évolution. La vie commence bien avant le lever du jour et se termine tard la nuit... elle ne s'arrête jamais.

Le Mali est un pays musulman et polygame, distinct de notre imaginaire façonné par les Talibans ces dernières années. Le respect et la complémentarité se perçoivent malgré la différence entre les sexes et les rôles. Chacun et chacune peut y trouver sa part de bonheur.

À cet égard, il est important, tant pour un individu voyageant à l'étranger que pour celui qui vit dans son propre pays, d'être attentif à la différence et de s'enrichir au contact culturel. Nous cohabitons tous et toutes sans vraiment nous connaître. Avec un peu d'effort, nous pourrions grandir en bonne compagnie !

VOUS ET VOS DROITS

Pouvez-vous déverser sur votre terrain des eaux usées ?

Faits :

Les faits soumis au tribunal sont les suivants.

Un individu a constaté une forte odeur d'égouts à l'arrière de sa propriété. L'odeur résultait d'un déversement d'eaux usées provenant de la propriété de son voisin. Ce dernier évacuait l'eau se trouvant dans le sous-sol de son immeuble, au moyen d'un tuyau relié à une pompe. Ce déversement a contaminé l'eau du puits situé sur la propriété du demandeur. Ces eaux ont été déversées sur le terrain et la pente naturelle du terrain a permis l'écoulement des eaux vers la propriété du voisin.

Question :

Pensez-vous qu'il y a un recours possible contre le voisin?

Décision :

L'action en dommages-intérêts contre le voisin fut accueillie pour 5 765 \$.

Motifs :

En vertu du règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées, adopté en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement, nul ne peut rejeter dans l'environnement des eaux usées. Le voisin est responsable des dommages subis, à savoir le coût d'installation d'un nouveau puits, les frais d'un expert et les inconvénients subis.

PAR MICHELINE PLANTE • Avocate à l'aide juridique
Téléphone : (819) 563-6122

Paniers de récoltes bio

Payez maintenant, dégustez plus tard !

Le Réseau québécois des projets d'agriculture soutenue par la communauté compte 83 fermes en 2004. Parmi elles, 69 font des paniers et 14 autres offrent des produits complémentaires comme du miel et des produits de la pomme.

Les commandes de paniers sont effectuées directement auprès des producteurs agricoles. La liste des fermes participantes est disponible dans la section Agriculture biologique du site Internet de l'organisme Équiterre (www.equiterre.org), qui coordonne le Réseau. On y retrouve les coordonnées de chaque ferme, l'endroit des points de service et une brève description des produits.



Graphisme • Illustration • Site internet
Création en toute conscience
Téléphone : (819) 563-8039
graphiq@abacom.com • www.graphiq.ca

Solidarité Populaire Estrie



187, rue Laurier, local 311
Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4
Téléphone : (819) 562-9547
solidari@aide-internet.org

Une coalition pour
une répartition équitable
de la richesse

Une large coalition citoyenne pour la protection de l'eau

Estrie Zone Bleue : pour la surveillance de notre eau

Après une année 2003 proclamée Année de l'eau douce par l'ONU, la Coalition Estrie Zone Bleue, paraphrasant le concept d'Estrie Zone Verte créé par le Conseil régional en environnement de l'Estrie (CREE), se présente comme un réseau qui facilitera la participation citoyenne et, au besoin, la mobilisation.

Le regroupement informel se veut un lieu de concertation pour la protection de chaque centimètre cube de chaque plan d'eau et de chaque nappe phréatique de l'Estrie. La Coalition se définit comme un allié commun à la Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau, Eau Secours!, en adhérant à sa mission et à ses principes.

Il importe d'informer adéquatement chaque personne sur les conséquences de nos habitudes de consommation, autant en terme de qualité que de quantité. Parallèlement, il est essentiel que toutes les instances décision-

La Coalition se définit comme un allié commun à la Coalition québécoise pour une gestion responsable de l'eau, Eau Secours!, en adhérant à sa mission et à ses principes.

nelles adoptent et fassent respecter des réglementations adéquates. Une véritable Loi de l'eau nous paraît nécessaire.

Finalement, il est aussi essentiel que chaque personne soit sensibilisée aux réalités vécues ailleurs au Québec et dans le monde afin de renverser la tendance à la commercialisation et à la privatisation de l'eau.

Action St-François, AFÉAS Estrie, Ami-e-s de la Terre, Coalition citoyenne, Conseil régional en environnement, Carrefour de Solidarité Internationale, Développement et Paix, En-Jeu, RAPPEL, Townshippers' Association, M. Darren Bardati de l'Université Bishop, et autres... sont membres de la Coalition Estrie Zone Bleue qui a vu le jour le 15 mars 2004.

Source : Alain Robert
ACEF Estrie

L'eau pour tous... tous pour l'eau

Quizz sur l'eau

Afin de vous permettre de tester vos connaissances générales sur l'eau, voici un petit quizz. (Les réponses sont à la fin du texte.)

- Combien de personnes dans le monde sont privées d'eau potable?
a) 1 million
b) 560 millions
c) 1,1 milliard
- Combien de kilomètres, en moyenne, les femmes du Sud doivent-elles marcher pour obtenir de l'eau?
a) 0,5 km
b) 6 km
c) 11 km
- En 2050, combien de pays seront confrontés à une pénurie d'eau?
a) Entre 10 et 25
b) Entre 30 et 50
c) Entre 45 et 60
- Quel est le pourcentage d'aqueducs privatisés dans le monde?
a) 5 %
b) 10 %
c) 50 %
- Quel est le pourcentage des prêts d'ajustement structurel faits par la Banque mondiale avait pour condition la privatisation des services publics des pays du Sud?
a) 16 %
b) 24 %
c) 58 %
- Dans les pays du Sud, les personnes pauvres paient...
a) Moins cher pour leur eau quotidienne
b) Le même prix que tout le monde
c) Plus cher que les autres
- Qu'est-ce qu'un PPP?
a) Projet pour les pauvres
b) Partenariat public-privé
c) Processus de privatisation des pays
- Quelle proportion de maladies liées à l'eau (diarrhée, parasites, choléra, etc.) est évitable?
a) 1,1 milliard, dont la majorité vit au Sud
b) 6 km par jour en portant des contenants d'eau jusqu'à 20 kilos
c) entre 45 et 60, ce qui équivaut à 2 milliards de personnes
d) a), 5 %, principalement en France. Un total de 56 pays et 300 millions de personnes
e) c) 58 %, entre 1996 et 1999
f) plus cher que les autres (12 fois)
g) b) partenariat public-privé (Au Sud, ils sont soutenus par les organismes de développement et les institutions financières, ce qui explique l'engouement pour cette approche qui en fait une première étape vers la privatisation.)
h) b) 70 % des cas si on ne met pas l'eau accessible à toutes et tous
i) a) Atlanta pour cause d'insubordination des eaux
j) b) Afrique du Sud (un total de 250 morts et plus de 110 000 personnes malades)

RÉPONSES

1. a) 1,1 milliard, dont la majorité vit au Sud
2. b) 6 km par jour en portant des contenants d'eau jusqu'à 20 kilos
3. c) entre 45 et 60, ce qui équivaut à 2 milliards de personnes
4. a), 5 %, principalement en France. Un total de 56 pays et 300 millions de personnes
5. c) 58 %, entre 1996 et 1999
6. c) plus cher que les autres (12 fois)
7. b) partenariat public-privé (Au Sud, ils sont soutenus par les organismes de développement et les institutions financières, ce qui explique l'engouement pour cette approche qui en fait une première étape vers la privatisation.)
8. b) 70 % des cas si on ne met pas l'eau accessible à toutes et tous
9. a) Atlanta pour cause d'insubordination des eaux
10. b) Afrique du Sud (un total de 250 morts et plus de 110 000 personnes malades)

Source : Bulletin de liaison du MÉPAC / mars 2004 / page 6

L'impossible comme art

Une jeune artiste sherbrookoise voit son rêve devenir réalité grâce au Tremplin 16-30

PAR ANNIE FOREST

À l'aube de son deuxième anniversaire, le Tremplin 16-30, qui a déjà connu un vif succès au niveau résidentiel, a tout récemment inauguré son volet milieu de vie. Jeunes (et moins jeunes) ont donc à leur disposition des salles de rencontres et de spectacles à prix très abordables, où ils peuvent exprimer librement leur art musical, théâtral ou autre. Le *Zybaldone Café* constitue donc un lieu privilégié pour exposer.

Une jeune Sherbrookoise de 24 ans, Marie-Hélène Darveau, a d'ailleurs eu la chance d'initier le café par une exposition de toiles. Passionnée des arts

Etats-Unis que cette jeune artiste a diagnostiqué une « victimite aigüe » chez une large partie la population québécoise. Confortablement



Photo : Annie Forest

« Soyons réalistes, tentons l'impossible » nous dit Marie-Hélène Darveau

depuis son enfance, elle a été référée au Tremplin par un travailleur de rue impressionné par la qualité de ses œuvres.

Pour Marie-Hélène, la peinture représente un médium d'expression tout aussi valide que l'oral ou l'écrit. Mieux encore, l'art pictural ne reflète pas une image préconçue et laisse libre court à l'imagination et l'élaboration personnelle.

« Victimite aigüe »

C'est au travers de voyages en Amérique Centrale, dans l'Ouest Canadien et aux

installée sur sa ouate, elle n'a d'œil, selon elle, que pour son petit nombril, complètement aveugle face aux injustices sociales qui nous entourent. C'est en s'inspirant de ces maux humanitaires que Marie-Hélène a puisé son inspiration. Une inspiration qui exprime une frustration sans égal et qui ne peut se dire, mais que l'on peut peindre. Et c'est grâce à cette colère que Marie-Hélène Darveau nous ouvre aujourd'hui les portes de son univers intérieur. Chaque pièce de sa toute première

« collection » témoigne d'un thème précis, allant du « déclin de la religion » au « port des fourrures » et chacun est exploité de façon consciencieuse et réfléchi. Déjà, trois de ses toiles ont été vendues. L'exposition se termine le 30 juin !

La grande école

La jeune artiste s'est d'abord consacrée à la bande dessinée. Son expérience collégiale en Arts et Lettres l'ayant déçue par ses restrictions, l'intérêt pour la peinture a mis du temps à se développer. L'artiste dit s'être « sentie obligée de se conformer à un courant particulier (réaliste, néo-classique, etc.) », qui ne lui convenait pas. Mais au fil des ans, certains de ses personnages de bandes dessinées l'ont rattrapée et ont repris vie sur ses toiles, et ce, pour notre grand plaisir.

La vie d'artiste...

Il est bien connu que si l'on ne se qualifie pas aux concours de Star Académie, ou qu'aucun lien de parenté ne nous unit à Michel Tremblay ou encore à Paul-Émile Borduas, et qu'en plus, on n'a pas le sous, on est pas mal foutu en tant qu'artiste. Mais plus maintenant ! Le Tremplin 16-30 ouvre la porte à des artistes sans ressource mais talentueux et qui désirent faire connaître leur art sans se ruiner. Il suffit de s'adresser à M. Christian Richard (565-4141, poste 103), responsable du volet milieu de vie. Tous les types de projets sont les bienvenus ! Il ne manque plus que vous !

Félicitations à notre caricaturiste Pierre Berger

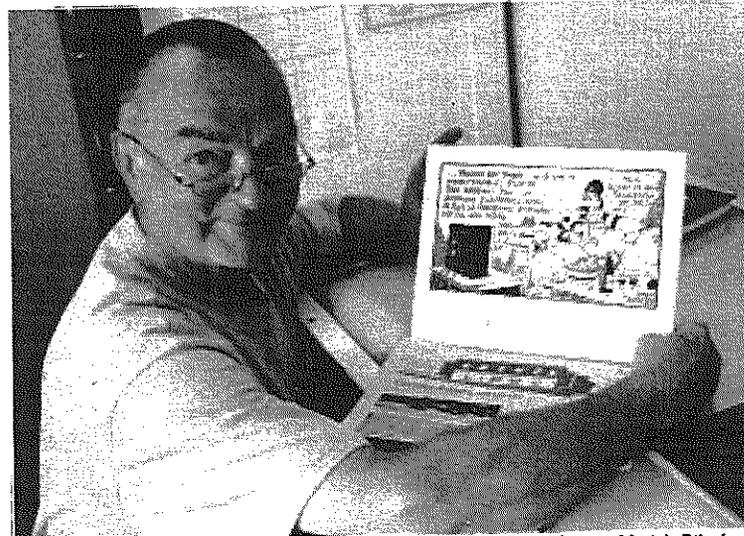


Photo : Yanick Bilodeau

« Mais qu'est-ce qu'on regardera cet été ? »

Pierre Berger, caricaturiste pour *Entrée Libre*, s'est mérité le prix *Caricature de l'année 2004*, à l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ).

Vélos migrants

Abracadabra ! D'un simple vélo oublié dans un sous-sol de Sherbrooke ou de Thetford Mines jaillit la solution rêvée pour une mère... au Salvador ou au Togo. Jusqu'à contrainte de marcher cinq heures chaque jour pour transporter l'eau nécessaire à sa famille, cette femme pédale désormais d'un village à l'autre. Le temps gagné lui permet de travailler au marché local et d'en tirer un revenu pour nourrir les siens.

Depuis sa fondation, en 1999, Cyclo Nord-Sud a acheminé près de 10 000 bicyclettes en Amérique latine et en Afrique. La fondatrice, Claire Morissette, en a eu l'idée après un voyage dans le tiers-monde. « J'ai été frappée, confie-t-elle, de voir combien les filles et les femmes des pays pauvres sont souvent accaparées par les lourdes corvées de transport à pied. » Voué à l'amélioration de la condition féminine et à la promotion du respect de l'environnement, l'organisme montréalais collabore avec des associations locales qui distribuent les bécanes dans leur pays respectif de manière à améliorer les conditions de vie de la population, surtout en milieu rural.

N'importe quel groupe ou école peut aider à organiser une collecte. Il suffit de respecter certaines règles : les bicyclettes doivent être dans un état au moins réparable et être conçues pour les adultes (les modèles pour enfants ne peuvent faire le voyage), et chaque donateur doit verser 10 \$ pour participer aux frais d'expédition. En retour, un reçu d'impôt est émis pour la valeur du vélo et du don.

Au Québec, 600 000 nouvelles bicyclettes sont vendues chaque année, souligne Claire Morissette. Victimes des modes, elles sont généralement

remisées à la cave au bout de cinq ans. Ailleurs dans le monde, grâce à l'ingéniosité des gens, une seule d'entre elles peut devenir le point de départ d'une petite entreprise de livraison ou de services.

Au Québec, 600 000 nouvelles bicyclettes sont vendues chaque année. Victimes des modes, elles sont généralement remisées à la cave au bout de cinq ans.

Autre initiative en faveur du vélo, dans les rues de Montréal cette fois, le *Petit manuel à l'intention du cycliste urbain* s'adresse aux personnes qui envisagent d'aller au travail en pédalant. Le site Internet (www.velo.qc.ca/veloboulot/index.htm) informe sur le coût de ce moyen de transport alternatif par rapport à la voiture, sur son utilisation adéquate dans les rues de la métropole, sur le recours possible au taxi équipé d'un support à vélo, sans oublier les bienfaits pour la santé et l'environnement. Vous pouvez rejoindre Cyclo Nord-Sud au (514) 843-0077 ou www.cyclonordsud.org

Source : *La Gazette des femmes*, Vie pratique par Francine Légaré, mai-juin 2004, Vol. 26, N°1

ABONNEMENT

S'abonner, c'est se donner les moyens de mieux s'informer !

Régulier : 15 \$ Institutions, organisme : 20 \$

Ci-joint un chèque ou mandat-poste au montant de _____ \$ pour _____ abonnement(s)
adressé à : Entrée Libre, 187, rue Laurier, local 317, Sherbrooke (Québec) J1H 4Z4

Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Téléphone : _____

ENTRÉE